

pour acquitter la note. Là où un million de dollars américains suffisaient à payer nos importations en 1936 et 1937, je ne risque rien en affirmant qu'aujourd'hui il nous faut payer 95 p. 100 des importations de ces denrées en dollars américains.

Si, comme le dit le ministre, nous n'avons pas les chiffres pour 1941, nous avons au moins ceux de l'année 1940 et ils indiquent que sur des importations de 8 millions de dollars, 7 millions étaient payables en devises américaines. Nous sommes donc réduits à trouver de ces devises pour payer une denrée qui nous venait auparavant du Royaume-Uni et des pays de l'Empire.

Une autre considération dont il faut tenir compte est la perte de revenus se chiffrant par 5 millions de dollars. Au cours de ses observations, hier soir, l'honorable représentant de Rosetown-Biggar (M. Coldwell) a dit que notre groupe n'avait rien d'autre à suggérer. Un autre moyen de percevoir des fonds est tout indiqué et c'est de donner suite au vœu relatif à la requête n° 99 de la commission du tarif, déposé en avril 1939. Une telle mesure nous vaudrait au moins 5 millions de dollars par année, sans compter les avantages indirects que nous pourrions retirer de l'utilisation des rebuts.

Pourquoi importer du Brésil et de la Chine 65 millions de livres de graisses non comestibles pour servir à la fabrication du savon, alors que notre production domestique n'est que partiellement utilisée? Je n'ai pas accompagné les honorables députés qui ont visité le camp de Petawawa cette semaine, mais un d'entre eux m'a avoué qu'il avait été témoin de gaspillage. Il a vu jeter aux déchets des chaudières entières de graisse dont on ne pouvait tirer aucun parti. L'utilisation de ces matières nous permettrait de récupérer de 20 à 30 millions de livres de ce produit. J'espère que les personnes chargées de la délivrance des permis verront à assurer la conservation et l'utilisation de notre propre production au lieu de permettre l'importation sans restriction de cette denrée.

Notre seule excuse de ne pas donner suite à ce vœu est qu'il nuirait à l'accord conclu avec le Royaume-Uni. Au cours d'une session antérieure, l'honorable député nous a dit que nos amis anglais s'opposaient à une telle mesure. Il n'y a pas d'importations des possessions britanniques, et nous nous trouvons dans la situation embarrassante d'avoir à fournir sept ou huit millions de dollars américains. Notre situation ici au Parlement est également embarrassante car, une fois sur cent, nous n'adoptons pas une recommandation qui nous vient d'un organisme créé par ce Parlement, à savoir, la Commission du tarif, qui a fait une recommandation relativement à la requête

[M. Harris (Danforth).]

n° 99. J'espère que ceux qui ont le devoir d'émettre les permis y songeront sérieusement avant d'en émettre.

Lorsqu'on a demandé à la Chambre combien on avait fourni de dollars américains pour solder les importations de ces denrées particulières on a répondu que le bureau de la statistique recueillait ces données et que la commission de contrôle du change étranger ne gardait pas de double des données sur ces différentes denrées. Si le Gouvernement avait voulu faire preuve d'un peu de bienveillance et avoir un peu d'égards envers l'honorable député qui a posé cette question il aurait volontiers fourni ces renseignements. Cinq importateurs seulement font venir ces denrées en quantité appréciable et leurs importations représentent 90 p. 100 du total. Un commis de la commission de contrôle du change étranger aurait pu examiner les importations de ces cinq grosses compagnies en 15 minutes. Les noms de ces firmes se trouvent au hansom, car je me rappelle les y avoir consignés il y a quelques années, et le Gouvernement aurait pu se rendre agréable à la Chambre en lui donnant une réponse sans nous obliger à le critiquer en ces temps difficiles et à demander la production de ces renseignements. La réponse fournie à cette question particulière ne rendait pas justice à la Chambre, monsieur le président. Même si le bureau de la statistique compilait ces données, le Gouvernement aurait pu se montrer aimable en donnant les principaux chiffres. Le ministre est au courant de la chose car il y a fait allusion l'autre soir en présentant son projet de résolution. Voici une excellente occasion de conserver du change étranger tout en améliorant notre situation économique générale.

L'hon. M. ILSLEY: Je n'accepte pas la déclaration à l'effet qu'on n'importe pas d'huiles végétales actuellement de l'Empire britannique.

M. HARRIS (Danforth): On en importe .4 p. 100 de l'Empire britannique.

L'hon. M. ILSLEY: Non, les importations ont été d'environ 18 p. 100 du total, en 1940.

M. HARRIS (Danforth): J'ai dit en 1941.

L'hon. M. ILSLEY: Nous sommes en 1941 maintenant.

M. HARRIS (Danforth): Trois mois.

L'hon. M. ILSLEY: Je vois; je parle de l'année civile 1940.

M. HARRIS (Danforth): Voici les chiffres que j'ai donnés: 38 p. 100, 14 p. 100, et l'an dernier 2 p. 100.